

Chronique du 8 au 14 février 1998

Il semble maintenant confirmé que l'administration américaine devra se présenter au sommet de Santiago sans avoir en sa possession l'autorisation dite de la 'voie rapide' (*fast-track*). Le porte-parole de la Maison Blanche Mike McCurry a en effet déclaré que le Président Clinton concentrera son attention au cours des prochains mois à l'approbation par le Congrès du financement additionnel de 18 milliards de dollars pour le FMI, somme que le Fond pourrait avoir besoin pour faire face à une possible dégradation de la situation en Asie (Reuters, 12/02/98; Business Week, 02/02/98).

Rappelons que le gouvernement Clinton avait échoué dans sa tentative d'obtenir la 'voie rapide' en novembre 1997. Selon de nombreux analystes de la scène politique américaine, les élections au Congrès en novembre rendent peu probable l'obtention de cette autorisation au cours de la présente année et peut-être même avant les élections présidentielles de l'an 2000 puisque Dick Gephardt, l'un des principaux candidats démocrates aux présidentielles, promet de faire de son opposition à la voie rapide un élément central de sa campagne. Les différents commentateurs s'entendent en général pour dire que cette situation n'empêchera pas le lancement officiel des négociations en avril mais que ceci pourrait ralentir considérablement le rythme des pourparlers et affaiblir la position américaine.

Du côté des préparations au sommet de Santiago du 18-19 avril, les vice-ministres du commerce des 34 pays prenant part aux négociations en sont arrivés à un accord partiel après trois jours de difficiles négociations (celles-ci ne devaient durer que deux jours) cette semaine à San José, Costa Rica. Les points en litige concernent principalement le nombre de groupes de travail et le siège des négociations.

Pour les groupes de travail il semble y avoir accord sur la formation des six groupes suivants : les investissements, les services, les achats du secteur public, l'accès aux marchés, le règlement de différends ainsi que la propriété intellectuelle. Il n'y a cependant pas de consensus en ce qui touche la création d'un groupe sur l'agriculture, les États-Unis et le Canada préférant que ce thème soit intégré aux négociations sur l'accès aux marchés. (À ce sujet *Reuters* rapportait jeudi les déclarations du représentant brésilien réaffirmant la position de son pays que "sans agriculture il n'y aura pas de ZLEA". Le Brésil insiste pour que l'agriculture soit le principal sujet des négociations, plusieurs pays latino-américains accusant souvent les États-Unis d'imposer de nombreuses barrières non-tarifaires dans ce domaine.) Pas de consensus non plus concernant les mesures *antidumping*, les subventions et la compétition déloyale, certains pays croyant que ces sujets devraient être traités séparément alors que d'autres croient qu'ils devraient faire partie du même groupe de travail (*La Nación*, Costa Rica, 13/02/98). Mentionnons aussi l'opposition des pays sud-américains à inclure les normes environnementales et du travail dans les pourparlers (*Reuters*, 13/02/98).

Pour ce qui est de la ville qui accueillera les négociations, même s'il n'y a toujours pas de consensus à ce sujet (Rio, Miami et Panama étant les principales candidates) les participants sont maintenant d'accord que la ville choisie sera aussi celle qui sera le siège permanent du secrétariat technique de la ZLEA.

Finalement cette réunion au niveau des vice-ministres devait préparer le terrain pour la réunion ministérielle qui aura lieu du 16 au 18 mars à San José mais, devant le manque de consensus, les participants ont opté pour réunir un comité spécial à Miami le 9 mars qui représentera le MERCOSUR, les États-Unis, le Canada, le Chili, le Mexique et la Jamaïque qui sera suivi par une autre réunion au niveau des vice-ministres, une journée avant l'arrivée des ministres. Il semble déjà que plusieurs points en litige ne pourront être réglés qu'au niveau ministériel.